



Conseil de sécurité

Débat: Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

New York, le 28 mars 2023

Déclaration lue par Alain Berset,
Président de la Confédération suisse

Monsieur le Président,

J'aimerais d'abord vous remercier pour la tenue de ce débat sur un sujet d'une telle importance. Je remercie également le Secrétaire général des Nations Unies pour le briefing qui nous a été apporté tout à l'heure, et le Président des Comores et Président de l'Union Africaine, pour son intervention.

Ce que l'on doit constater, chers collègues, c'est que, malgré les efforts persistants de ce Conseil, malgré l'engagement infatigable des organisations internationales et des organisations régionales, le terrorisme persiste.

On doit constater également que c'est une menace grave pour la paix, une menace pour la sécurité, mais c'est surtout une menace qui change constamment d'apparence, qui s'adapte, si on peut le dire ainsi, à des contextes, qui eux-mêmes changent constamment.

Et je crois que le Secrétaire général l'a répété à très bon escient dans son dernier rapport sur la menace représentée par Daech : le terrorisme et l'extrémisme violent trouvent dans les conflits actuels et dans toute sorte d'instabilité des terrains fertiles pour se propager.

C'est donc probablement dans ces contextes-là beaucoup plus facile de recruter, de propager des idéologies haineuses et d'inciter à la violence.

C'est un risque qui existe partout, mais cette tendance s'est manifestée de manière particulièrement alarmante sur le continent africain récemment. Vous avez parlé, Monsieur le Président, de Cabo Delgado, avec une situation qui occupe toujours votre pays. J'ai eu l'occasion de m'en rendre compte également à titre personnel, au mois de février cette année, lors d'une visite au Mozambique. Je vous remercie à nouveau, Monsieur le Président, pour cette occasion d'aller faire cette visite de terrain avec vous dans le nord du pays et de voir la situation directement sur place.

Ce que l'on voit, dans ce contexte, c'est que de nouveaux groupes terroristes émergent. On voit également que des groupes armés existants rejoignent des organisations désignées comme terroristes par les Nations Unies, et que ces menaces continuent de faire des victimes, continuent de déchirer les sociétés et de déstabiliser des économies.

Et donc je crois, Monsieur le Président, chers collègues, que nous devons changer cela. Pour changer cela il faut briser ce cycle de la violence.

Quelle est la réponse ?

Les éléments nécessaires nous les connaissons : il s'agit de l'Etat de droit, de la prévention - le Président des Comores et Président de l'Union Africaine l'a mentionné de façon très marquée tout à l'heure - les partenariats et l'inclusion.

En premier lieu, nous devons veiller au plein respect du droit international. Je pense ici en particulier en particulier du droit international humanitaire, mais aussi évidemment aux droits humains et bien sûr également au droit des réfugiés.

Qu'est-ce que ça veut dire, respecter l'Etat de droit ? Et bien cela signifie d'abord que les opérations antiterroristes ne doivent pas pouvoir servir de prétexte pour ne pas respecter les règles qui protègent les populations civiles, ni pour écarter des opposants politiques.

Respecter l'Etat de droit, cela signifie aussi, que nous devons garantir que l'aide humanitaire parvienne à chaque personne dans le besoin, et ce, sans retard, et sans entrave.

Cela signifie enfin tenir compte de la situation particulière des enfants et considérer les enfants associés à des groupes terroristes comme des victimes.

La Suisse a soutenu l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour élaborer un manuel contenant des orientations pour décideurs et praticiens sur l'évaluation psychosociale des enfants associés à des groupes criminels et armés. C'est une dimension qui me paraît particulièrement importante dans ce débat.

Monsieur le Président,

La paix, la sécurité et la prospérité sont les meilleures réponses aux idéologies incitant à la violence terroriste ou extrémiste.

C'est pour cela que nous devons affronter tous les défis mondiaux actuels et futurs. Autrement dit : affronter tout ce qui crée et maintient de l'instabilité.

Et après avoir parlé des enfants - c'est une dimension que je souhaitais vraiment porter dans ce débat - j'aimerais vous parler aussi des problèmes que pose, dans ce contexte, le changement climatique.

Des intempéries extrêmes, la désertification, cela attise les disputes, les conflits, cela déclenche des flux migratoires, souvent incontrôlés. Cela peut aggraver évidemment les conflits et être exploité par des groupes terroristes et extrémistes violents.

Et je le mentionne ici parce que c'est aussi pour cela et dans ce contexte que la Suisse travaille avec l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement et l'Université des Nations unies sur un projet qui démontre cette relation entre les difficultés de subsistance liées au climat, d'une part, et le recrutement des groupes armés, d'autre part, et ce dans le bassin du lac Tchad.

Et je crois que c'est bien ce que nous devons avoir en tête, les problèmes sont liés, et, en quelque sorte, se nourrissent les uns les autres. C'est aussi pour cela que je voulais parler du changement climatique, et comme le disait le Président Nyusi à l'instant, la réponse doit être globale, et elle doit être aussi holistique. On ne peut pas résoudre le problème simplement en prenant un petit morceau isolé : il faut voir l'ensemble, ce que nous devons nous attacher à faire.

Et c'est dans ce contexte également que la stratégie antiterroriste des Nations Unies – et ses quatre piliers, que je mentionnais tout à l'heure – fournit un ensemble de mesures qui, mises en œuvre de manière équilibrée, sont un excellent outil pour avancer ensemble. C'est une stratégie qui est également symbole de notre unité.

Le Président Nyusi a donné quelques pistes, quelques éléments de réflexion, pour la révision qui nous attend. Un élément me paraît important dans ce cadre-là : à chaque révision de la stratégie, nous avons su trouver un consensus.

Ce consensus, c'est une des meilleures réponses que l'on puisse apporter à celles et ceux qui cherchent à nous diviser. Nous devrions nous efforcer de le consolider avec l'actuelle 8^e révision.

Il ne faut pas oublier que les organisations régionales et sous régionales sont particulièrement importantes si l'on souhaite comprendre les dynamiques sur le terrain.

Il faut donc favoriser la collaboration plus étroite avec elles, avoir une meilleure coordination des initiatives dans ce domaine, et souligner qu'il est indispensable de s'attacher aux causes profondes du problème. On ne peut pas voir ce problème seulement comme un problème purement militaire ou sécuritaire : il faut le voir globalement.

Dans ce contexte, la Suisse a développé un programme de formation sur la prévention - dont parlait le Président des Comores tout à l'heure - avec les États membres de l'Union africaine, en partenariat avec le Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme de l'Union. Je ne peux que souligner, à ce titre, l'importance de la prévention.

Pour arriver au terme de mon intervention, Monsieur le Président, les partenariats, l'inclusion et l'Etat de droit sont des éléments nécessaires, absolument indispensables, dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Il faut veiller, dans un tel contexte, à ce que les femmes, les jeunes et la société civile soient reconnus dans leur rôle d'acteurs et actrices du changement et de la paix, et le faire toujours dans le plein respect du droit international.

Parce que sinon, nous trahirions nos propres valeurs et nous risquerions de perdre la confiance de nos populations. Et cette confiance – ne l'oublions jamais – est absolument essentielle pour priver le terrorisme durablement de son terrain.

Je vous remercie pour l'organisation de cet important débat, Monsieur le Président, cher ami, et merci de votre attention.

Unofficial Translation

Mr President,

I would first like to thank you for holding this debate on such an important subject. I would also like to thank the Secretary-General of the United Nations for the briefing that was given to us earlier, and the President of the Comoros and Chairman of the African Union for his speech.

What we must note, dear colleagues, is that, despite the persistent efforts of this Council, despite the tireless commitment of international and regional organisations, terrorism persists.

We must also note that this is a serious threat to peace, a threat to security, but above all it is a threat that constantly changes its appearance, that adapts, so to speak, to contexts that are themselves constantly changing.

And I think the Secretary General very rightly repeated it in his last report on the threat posed by Daech: Terrorism and violent extremism find fertile ground to spread in current conflicts and in all kinds of instability.

So it's probably much easier in these contexts to recruit, to spread hateful ideologies and to incite violence.

This is a risk that exists everywhere, but this trend has been particularly alarming on the African continent recently. You mentioned Cabo Delgado, Mr. President, with a situation that still occupies your country. I had the opportunity to see this for myself in February this year during a visit to Mozambique. I would like to thank you again, Mr. President, for this opportunity to go on this field visit with you to the north of the country and to see the situation directly on the spot.

What we see in this context is that new terrorist groups are emerging. We also see that existing armed groups are joining organisations designated as terrorists by the United Nations, and that these threats continue to claim victims, continue to tear societies apart and destabilise economies.

I believe, Mr President, dear colleagues, that we must change this. To change this, we must break this cycle of violence.

What is the answer?

We know the necessary elements: the rule of law, prevention - the President of the Comoros and Chairman of the African Union mentioned this very clearly earlier today - partnerships and inclusion.

First of all, we must ensure full respect for international law. I am referring here in particular to international humanitarian law, but also, of course, to human rights and of course to refugee law.

What does it mean to respect the rule of law? Well, first of all, it means that anti-terrorist operations must not be used as a pretext for not respecting the rules that protect civilian populations, nor for removing political opponents.

Respecting the rule of law also means that we must ensure that humanitarian aid reaches every person in need without delay and without hindrance.

It also means taking into account the special situation of children and considering children associated with terrorist groups as victims.

Switzerland has supported the United Nations Office on Drugs and Crime to develop a manual containing guidelines for policy makers and practitioners on the psychosocial assessment of children associated with criminal and armed groups. This is a dimension that I think is particularly important in this debate.

Mr. President,

Peace, security and prosperity are the best responses to ideologies that incite terrorist or extremist violence.

That is why we must confront all current and future global challenges. In other words: confront everything that creates and sustains instability.

And after talking about children - this is a dimension I really wanted to include in this debate - I would also like to talk about the problems posed by climate change in this context.

Extreme weather and desertification fuel disputes and conflicts and trigger migratory flows, which are often uncontrolled. This can obviously aggravate conflicts and be exploited by violent terrorist and extremist groups.

And I mention this here because it is also for this reason and in this context that Switzerland is working with the United Nations Institute for Disarmament Research and the United Nations University on a project that demonstrates this relationship between climate-related subsistence difficulties, on the one hand, and the recruitment of armed groups, on the other, in the Lake Chad basin.

And I think that's what we have to bear in mind, that the problems are linked, and in a way feed each other. This is also why I wanted to talk about climate change, and as President Nyusi said just now, the response must be global, and it must also be holistic. You can't just solve the problem by taking a small piece in isolation: you have to look at the whole picture, which is what we need to focus on.

And it is also in this context that the UN Counter-Terrorism Strategy - and its four pillars, which I mentioned earlier - provides a set of measures which, implemented in a balanced way, are an excellent tool for moving forward together. It is a strategy that is also a symbol of our unity.

President Nyusi has given us some ideas, some food for thought, for the review that awaits us. One element seems important to me in this context: at each revision of the strategy, we have been able to find a consensus.

This consensus is one of the best responses we can give to those who seek to divide us. We should strive to consolidate it with the current 8th revision.

We should not forget that regional and sub-regional organisations are particularly important for understanding the dynamics on the ground.

It is therefore necessary to promote closer collaboration with them, to have better coordination of initiatives in this field, and to emphasise that it is essential to address the root causes of the problem. This problem cannot be seen only as a purely military or security problem: it must be seen globally.

In this context, Switzerland has developed a training programme on prevention - which the President of the Comoros mentioned earlier - with the Member States of the African Union, in partnership with the Union's African Centre for the Study and Research on Terrorism. In this respect, I can only stress the importance of prevention.

To conclude my speech, Mr President, partnerships, inclusion and the rule of law are necessary, absolutely essential, in the fight against violent extremism and terrorism. In such a context, we must ensure that women, young people and civil society are recognised in their role as actors of change and peace, and always in full compliance with international law.

Because otherwise, we would be betraying our own values and we would risk losing the trust of our populations. And this trust - let us never forget - is absolutely essential to deprive terrorism of its breeding ground in the long term.

Thank you for organising this important debate, Mr President, dear friend, and thank you for your attention.